



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
14 juin 2020

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

BLOUSES BLANCHES EN COLÈRE NOIRE CONTRE LE RETOUR À L'ANORMAL !

« Patriotisme républicain », c'est le nouveau mot d'ordre de Macron, faisant appel à tout ce qu'il y a de plus rance dans le champ politique, pour rassembler derrière son projet de « retour au travail ». « Dès demain », tout doit redémarrer... sauf les rassemblements, qui resteront « contrôlés ». Car la contestation sociale semble bien être le seul virus qui inquiète le gouvernement et qu'il cherche à contenir.

En guise de retour à la normale, il faudra « travailler plus, produire plus »... au nom de l'écologie, dit-il ! Travailler plus, surtout, pour rembourser les 500 milliards d'euros distribués au patronat pendant la crise sanitaire. Et pas question de taxer les plus riches, aux travailleurs de payer.

Mais qui va travailler plus ? Les 15 000 salariés de Renault menacés de perdre leur emploi ? Les milliers de travailleurs licenciés dans l'aéronautique ? Bruno Le Maire annonce que 800 000 emplois vont disparaître dans les mois qui viennent, mais refuse de lever le petit doigt. Le gouvernement préfère distribuer des milliards aux entreprises qui licencient. Quand Macron parle de « tout faire pour éviter au maximum les licenciements », c'est, en maniant le chantage à l'emploi, dire aux travailleurs d'accepter réductions de salaire, flexibilité et hausse du temps de travail.

Les ouvriers de Renault n'ont pas attendu le discours de Macron pour réagir. Sur tous les sites menacés de fermeture, ils ont fait plusieurs journées de grève et de manifestation, n'obtenant pour le moment que de vagues promesses de non-fermeture. Pour combien de temps et avec combien de salariés ? Mais la lutte n'en est qu'à ses débuts. La direction essaie de mettre les salariés en concurrence pour leur emploi. Il faudra au contraire se mobiliser tous ensemble, ceux de Renault, mais aussi des autres entreprises qui licencient.

« Détruire le racisme ? Renversons le capitalisme »

Alors que des jeunes, par dizaines de milliers, se sont encore rassemblés samedi un peu partout en France contre le racisme et les violences policières, Macron a préféré couvrir encore une fois les agissements de la police. Dans son discours, il s'est adressé en priorité à l'extrême droite en dénonçant le « communautarisme » et un prétendu « séparatisme ». Que

de larmes versées sur quelques statues de héros du colonialisme ou de la traite des Noirs, qu'on aurait envie de déboulonner ! Pas un mot pour les victimes du racisme.

Unifier les colères derrière les hospitaliers

Tout en autosatisfaction, Macron a osé prétendre que « l'ensemble des malades qui en avaient besoin ont pu être pris en charge ». Un mensonge éhonté pour faire oublier le manque de moyens et de personnel dans les hôpitaux et les Ehpad. Mais plus question pour les hospitaliers d'accepter les bas salaires et les conditions de travail dégradées. Leur mobilisation a repris le 16 juin : ils sont descendus nombreux dans les rues de plus de 220 villes. Chaque hôpital, clinique ou Ehpad avait son cortège de salariés en colère. « Ségur = imposture » indiquaient les pancartes : cette négociation bidon lancée par Macron sert en réalité à préparer une nouvelle attaque, avec un retour aux « 39 heures » destiné à imposer de nouvelles suppressions d'emplois.

Les revendications des hospitaliers ont été chantées haut et fort dans tout le pays : arrêt des suppressions de postes, 300 euros d'augmentation par mois pour toutes et tous, des centaines de milliers d'embauches pour alléger la charge de travail. Ces revendications sont celles de tout le monde du travail, ainsi que de sa jeunesse que le cours actuel de la crise condamnerait sans cela au chômage.

« Hôpital asphyxié – I can't breathe » pouvait-on lire sur une banderole en référence au mouvement de la jeunesse contre le racisme. C'est toute la société qui étouffe sous le poids du grand capital. Le bras de fer est engagé. Le camp d'en face est déterminé mais si les colères s'unifient, contre les licenciements, contre le racisme et pour les services publics, le monde du travail peut l'emporter.

Chassez le naturel, il revient au galop

Depuis presque deux semaines, on a à nouveau « droit » à la sonnerie aux changements d'équipe et au flicage des sorties, comme avant le confinement.

La direction a bien essayé d'humaniser la reprise de l'activité, mais ça n'aura pas tenu longtemps...

PSA veut nous contraindre à l'itinérance

La semaine dernière, la direction de PSA a annoncé la venue de plus de 500 salariés du groupe de différents pays (Pologne, Espagne, Portugal, Allemagne...), en remplacement des intérimaires dans des usines de PSA, dont Hordain (Sevelnord). Son but : diminuer le nombre d'intérimaires et préparer l'ensemble des salariés européens de PSA, y compris les Français, à aller travailler dans différents pays.

Depuis des années PSA organise des prêts d'une usine à l'autre dans un même pays, et maintenant d'un pays à l'autre. Tout ça au « volontariat forcé » : les Polonais ou Espagnols venus en France subissent le chômage partiel chez eux et sont menacés de futurs plans de licenciements.

Polonais ou Français, tous attaqués par PSA

Ce week-end, le gouvernement a voulu faire croire qu'il avait convaincu PSA de renoncer à son intention. En réalité, PSA n'a que différé l'application de son projet : plusieurs dizaines de travailleurs d'Opel de Pologne travaillent déjà à PSA Tremery et PSA Metz. Et pour l'usine de Hordain (Sevelnord), PSA en fera juste venir un peu moins. PSA veut aggraver la mobilité géographique, tout comme elle a aggravé la flexibilité des horaires. Aujourd'hui elle fait venir des Polonais en France, demain elle voudra forcer des salariés de France en chômage partiel à aller se faire exploiter dans d'autres régions ou à l'étranger.

Ne tombons pas dans le piège de la division !

Après avoir opposé les intérimaires aux CDI, PSA cherche à opposer les salariés de France aux autres.

Les salariés étrangers sont nos frères, nous avons les mêmes exploiters, les mêmes intérêts (avoir un emploi et un salaire corrects). Il y a du travail pour tous, il faut forcer PSA à répartir le travail entre les usines européennes sans diminution de postes et de salaires. C'est aberrant de voir des usines qui tournent à fond et d'autres à moitié à l'arrêt. Il faut forcer PSA à payer le chômage à 100 % dans tous les pays sans vol de congés. Avec 3,4 milliards de profits en 2019, PSA a les moyens. Allions-nous aux ouvriers étrangers pour imposer nos revendications !

Poissy : des mauvais coups se préparent

À PSA Poissy, les chefs ont annoncé depuis plusieurs jours du chômage tournant jusqu'en décembre

dans beaucoup de secteurs du Ferrage, de la Peinture, de la Qualité et chez les caristes. Ils ont même affiché un planning de rotation. Finalement ce lundi 15 juin, la direction a déclaré au CSE qu'il n'y aurait pas de chômage tournant... pour l'instant.

Le seul chômage acceptable, c'est payé à 100 % du net et sans vol de congés !

Contre la fermeture de Renault Flins !

Jeudi 11 juin, la majorité de l'équipe de nuit de Renault Flins s'est mise en grève contre les projets de suppressions de postes et de fermeture.

La direction de Renault a annoncé que l'usine ne produira plus de voiture à partir de 2023, le site passerait de 2 600 CDI et 1 200 intérimaires à seulement 1 600 CDI pour devenir un centre de reconditionnement de moteur ou boîtes de vitesse pour de « l'économie circulaire et environnementale ».

Ces annonces floues cachent mal la volonté de la direction de fermer totalement le site en 2023 ou juste après. Les salariés de Renault Flins ont commencé à montrer qu'ils n'allaient pas se laisser faire !

Renault en difficulté ? La bonne blague !

Renault veut réduire ses effectifs de 15 000 postes dans le monde, dont 4 600 en France. Les sites Renault de Flins, Choisy, Maubeuge, Dieppe et des Fonderies de Bretagne sont menacés.

De 2010 à 2019, le groupe Renault a engrangé 25 milliards d'euros de bénéfices. Aujourd'hui, Renault dispose de 10 milliards de trésorerie. Dans le même temps, plus de 20 % de l'effectif (9 000 postes) ont été supprimés en France.

L'arnaque du « produire français »

Des partis, des syndicats, le gouvernement et même le PDG de Renault veulent une relocalisation de la production automobile en France.

Si les autres pays décidaient d'en faire autant, il faudrait dire adieu à 60 % des véhicules de Renault Maubeuge, destinés à l'exportation (dans 33 pays), et à 70 % de ceux de Renault Sandouville.

Les dizaines de milliers d'emplois supprimés dans l'automobile ces dernières décennies ne sont pas dûs aux délocalisations, mais aux compactages des sites, aux restructurations, aux gains de productivité et à la compétitivité acharnée. Les voilà leurs projets industriels... que les patrons veulent faire financer actuellement contre nous par l'État !

